

COP23 : discours d'Emmanuel Macron

Réactions des ONG présentes à Bonn

À Bonn, lors de la COP23, Emmanuel Macron s'est exprimé pour la première fois à la tribune de la conférence de l'ONU sur le climat.

Le 15 novembre 2017 : Le déplacement du Président de la République, deux ans après l'adoption de l'accord de Paris, est un signal politique positif adressé à la communauté internationale. **Mais Emmanuel Macron s'est contenté de prononcer de belles paroles et de recycler d'anciennes annonces**, pourtant insuffisantes. Aujourd'hui, le climat n'attend plus : face à l'urgence d'agir, la France ne pourra pas se contenter d'une politique de petits pas.

Pour Lucile Dufour, Responsable des politiques internationales au Réseau Action Climat :

« A la COP du Pacifique, le Président la République a rappelé l'urgence de rectifier le tir pour éviter un réchauffement catastrophique de plus de 3°C. Mais le discours d'Emmanuel Macron est une nouvelle occasion manquée : si la France veut être crédible sur la scène internationale, elle doit accélérer dès à présent sa transition vers les énergies renouvelables, sans la paralyser au bénéfice de fausses solutions comme le nucléaire. Avant le sommet du 12 décembre, la France doit donner des gages concrets pour augmenter ses soutiens financiers pour l'adaptation des populations les plus vulnérables et enfin concrétiser ses grands discours. »

Pour Anne-Laure Sablé, chargée de plaidoyer souveraineté alimentaire et climat au CCFD-Terre Solidaire :

« Face à l'aggravation de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire causée par les dérèglements climatiques, Emmanuel Macron déclare vouloir répondre par l'action. Le CCFD-Terre Solidaire rappelle que cette action ne peut être engagée à n'importe quel prix. Seule une transition agricole socialement juste et respectueuse des ressources permettra de lutter contre l'insécurité alimentaire grandissante. Et cette transition est incompatible avec des initiatives "climaticides", comme l'Alliance globale pour une agriculture intelligente face au climat (GACSA), dont la France fait toujours partie. Nous serons particulièrement attentifs, lors du sommet du 12 décembre à Paris, à ce que de fausses solutions de ce type ne soient pas promues. »

Pour Sarah Fayolle, chargée de campagne climat à Greenpeace France :

« Le discours d'Emmanuel Macron à la COP23 semble avoir été dicté par les industriels du nucléaire. Si la France est en retard sur sa transition énergétique, c'est justement parce qu'elle entretient une dépendance extrême au nucléaire, qui empêche le déploiement des énergies renouvelables sur le marché de l'électricité. En résumé, Emmanuel Macron vient de se livrer à une instrumentalisation de la tribune climatique pour défendre les intérêts du nucléaire. S'il y a un fétiche irréaliste à abandonner, c'est bien celui qui consiste à croire que le nucléaire doit être préservé à tout prix au nom de la lutte contre les dérèglements climatiques. »

Pour Armelle Le Comte, Responsable du plaidoyer climat à Oxfam France :

« Le leadership climatique passe par des actions concrètes, et pas par de simples discours aussi lyriques soient-ils. Malheureusement, Emmanuel Macron est venu les poches vides à la COP23 et n'a fait aucune nouvelle annonce financière pour les pays les plus pauvres, qui sont pourtant en première ligne du changement climatique. Le sommet climat du 12 décembre à Paris doit être l'occasion de rectifier le tir en annonçant un doublement des financements français pour l'adaptation, afin d'atteindre 2,4 milliards d'euros d'ici 2022, et en adoptant enfin la taxe européenne sur les transactions financières. De telles mesures concrètes enverraient un signal fort aux communautés les plus vulnérables »

Pour Emma Jagu, observatrice climat du REFEDD :

« Investir dans l'avenir de la jeunesse et des générations futures c'est avant tout désinvestir des énergies fossiles et s'assurer que notre mix énergétique soit cohérent avec les objectifs de l'accord de Paris. Le discours d'Emmanuel Macron aujourd'hui était une tentative de séduire la scène internationale, mais ne reflète pas la politique énergétique actuelle de la France. Nous attendons des mesures concrètes pour la transition vers une économie décarbonée. »

Pour Nicolas Haeringer, porte-parole de 350.org France :

« Emmanuel Macron a tenté d'incarner le rôle du leader mondial en matière climatique, expliquant n'avoir qu'une obsession – l'action – et qu'un horizon – maintenant. En l'absence de décisions fortes, le costume reste pourtant trop grand pour lui. A quelques semaines du sommet du 12 décembre, il a une opportunité unique de conjuguer l'action au présent : annoncer que la France n'accordera pas un euro de plus aux énergies du passé, afin d'investir dans la transition vers un future 100% renouvelable pour tous. »

Pour Maxime Combes, économiste et membre d'Attac France :

« Emmanuel Macron a franchi le seuil maximal autorisé d'hypocrisie climatique, cherchant à dissimuler ses multiples renoncements : de la validation du CETA qui n'est pas climato-compatible au sabotage de la taxe sur les transactions financières, source de financements pour le climat, Macron, sans un mot sur l'évasion fiscale qui soustrait des milliards aux pouvoirs publics, a prouvé que sa seule obsession est de ne surtout pas toucher aux fondements de cette formidable machine à réchauffer la planète qu'est notre insoutenable système économique. A l'alerte scientifiques aurait dû succéder un sursaut politique. Raté : le BusinessAsUsual l'emporte encore sur MakeThePlanetGreatAgain. »

Pour Fanny Petitbon, Responsable Plaidoyer de CARE France :

« Cette après midi encore Emmanuel Macron a répété la nécessité de lutter contre l'injustice climatique. Mais pour l'instant la France reste aux abonnés absents à la fois sur la solidarité internationale et même nationale. La récente décision du gouvernement de supprimer du budget national les 20 millions d'euros du fonds vert destiné à aider les collectivités françaises du Pacifique à lutter contre les effets du réchauffement climatique, a envoyé un très mauvais signal. Réintroduit in extremis la semaine dernière par les député-e-s, le fonds vert français est encore sur la sellette. Le gouvernement français devrait tirer les leçons de la catastrophe qui a récemment touché de plein fouet les îles des Caraïbes dont Saint Martin. »

Pour Célia Gautier, responsable Energie-Climat à la Fondation pour la Nature et l'Homme :

« Emmanuel Macron a voulu montrer une direction et faire preuve d'une volonté diplomatique. Mais, comme souvent, le diable est dans les détails. Le Président n'a pas fait d'annonce nouvelle pour accélérer la transition écologique de la France. Espérons qu'elles soient gardées pour le sommet du 12 décembre à Paris sur le financement du climat. Nous saluons sa volonté que l'UE se substitue aux Etats-Unis pour financer les travaux du GIEC, et le lien explicite que le Président a effectué entre régime climatique et les politiques commerciales. Mais un très long chemin reste à parcourir afin que la logique de la politique commerciale internationale soit renversée pour être subordonnée au droit de l'environnement. Enfin, au-delà des discours, nous attendons toujours un plan concret et conjoint de la part de Mme Merkel et de M. Macron pour booster les énergies renouvelables et sortir des énergies du passé que sont le nucléaire et les énergies fossiles. »